

|                    |
|--------------------|
| DEPARTEMENT        |
| LOIRET             |
| CANTON             |
| CHALETTE-SUR-LOING |
| COMMUNE            |
| CHALETTE-SUR-LOING |
| NATURE DE L'ACTE   |
| E.R.P. code 6.4    |

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° : 07/2023

Liberté - Egalité - Fraternité

Transmission préfecture le } 21/01/23  
Affichage en mairie le

ARRETE DU MAIRE

## DEMANDE D'AUTORISATION DE TRAVAUX N° AT 045068 22 D0019

Déposée le 21/10/2022

**PAR** BARBER SHOP AKR  
représentée par Monsieur AKREMI Ahmed  
**DEMEURANT** 2 ter rue Gustave Nourry  
45120 Chalette-sur-Loing  
**POUR** Coiffure et soins de la barbe  
2 T RUE GUSTAVE NOURRY  
**SUR UN TERRAIN SIS** 45120 Chalette-sur-Loing

Le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122-27 et suivants,

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R122-5 à R122-21, et R143-23,

VU l'arrêté du Maire n°212/2020 en date du 19 novembre 2020 portant délégation de fonctions et de signature à M Daniel BARAY, conseiller municipal délégué à la sécurité et à l'accessibilité,

**VU l'avis favorable de la commission d'accessibilité des personnes handicapées de l'arrondissement de Montargis réunie le 05 janvier 2023,**

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : la demande d'autorisation de travaux est accordée avec les prescriptions suivantes :

**ARTICLE 2** : le bénéficiaire devra respecter l'ensemble des avis, prescriptions et observations émis par la commission d'accessibilité dans son avis susvisé.

**ARTICLE 3** : le bénéficiaire devra fournir à la mairie un « rapport de vérification réglementaire après travaux ».

**ARTICLE 4** : ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Madame la préfète du Loiret.
- Monsieur le directeur général des services municipaux,
- Monsieur le président de la commission d'accessibilité des personnes handicapées de l'arrondissement de Montargis,
- Monsieur le directeur du service d'incendie et de secours du Loiret

Fait à Chalette-sur-Loing, le 09 janvier 2023,  
Le conseiller municipal délégué à la sécurité et à l'accessibilité,  
M. Daniel BARAY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux devant le juge administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de l'exécution des mesures de publicité prévues par le code de l'urbanisme